

Gabriel SERVILLE
Député de la Guyane
1, bis rue Samuel Lubin 97300 Cayenne
gserville@assemblee-nationale.fr

Cayenne, le 27 mars 2020

Madame Clara De Bort
Directrice Générale
ARS Guyane

Objet : Lettre ouverte / Inquiétudes épidémie Covid-19

Madame la Directrice Générale,

En ma qualité de parlementaire de Guyane et élu de la Nation, depuis 2012 je me suis fait le portevoix des considérables carences existant dans le domaine de la santé en Guyane.

Dans le cadre de mes missions, je me suis systématiquement fait ainsi l'écho de mes concitoyens sur les bancs de l'Assemblée Nationale afin de faire progresser la législation et améliorer son application sur le terrain.

C'est ainsi qu'à maintes reprises, j'ai dénoncé le plus grand désert médical de France que constitue notre département, hormis Mayotte. C'est ainsi qu'avec les syndicats, nous avons obtenu de nombreuses avancées afin de remettre sur les rails un service public de la santé laissé à l'abandon.

Malheureusement, depuis 2017, plus aucune réponse concrète ne nous est apportée sur le fond, que ce soit en termes de moyens ou de volonté de permettre à la Guyane de bénéficier d'outils en adéquation avec ses besoins.

Je garde par exemple en mémoire, que notre proposition de programmer la création d'un CHU en Guyane, qui accompagnerait les besoins de notre spectaculaire accroissement démographique tout en constituant un vrai pôle de développement. Il s'est vu finalement relégué à de vagues références anthropologiques et retiré de votre feuille de route, alors qu'il était inscrit au protocole d'accord de fin de conflit de l'hôpital de Cayenne en 2011 et confirmé à nouveau en juin 2017.

Il y a donc clairement un problème d'asymétrie, dans le partenariat existant entre l'exécutif et les élus préoccupés par les conditions sanitaires des guyanais.

Cet état de fait se reproduit dans le contexte de crise que nous vivons actuellement.

En effet, dès le 13 mars dernier, je vous ai adressé un courrier où je m'inquiétais des moyens concrets qui seraient mis en œuvre pour contrôler les flux de personnes potentiellement contaminées entrant sur notre territoire. Je vous interpellais aussi sur la faiblesse des moyens humains et matériels pouvant être opposés à l'avancée du COVID-19.

A ce jour, je n'ai reçu aucune réponse susceptible d'apaiser nos légitimes inquiétudes, surtout que depuis, nombreux sont les personnels de santé qui expriment leurs angoisses car ils doivent livrer une guerre sans protections et sans armes.

En effet, la question est sur toutes les lèvres : où sont les matériels de protection nécessaires au combat, liquides hydroalcooliques, masques de protection, etc. ?

Je m'étonne donc de notre impréparation face à une pandémie dont nous avons largement eu le temps depuis 8 semaines d'observer la montée en puissance, et ce malgré les inquiétudes manifestées depuis le mois de février par les professionnels et les élus. Des questions récurrentes me remontent également concernant le nombre de lits de réanimation réellement disponibles ainsi que le nombre réel de personnes contaminées. Cette dernière est d'autant plus prégnante si l'on tient compte des délais de 48h00 pour l'obtention des résultats des tests, et du fait qu'en Guyane seul l'Institut Pasteur est habilité à les pratiquer, tout en étant par ailleurs en sous-régime tandis que de nombreuses voix sollicitent un plus large dépistage.

Aussi, si les chiffres officiels de ce jeudi 26 mars annoncent 31 personnes contaminées dépistées, selon des statisticiens épidémiologistes, il faudrait multiplier ce nombre par 27 pour obtenir le chiffre réel de personnes contaminées en circulation, c'est-à-dire environ 800. En hypothèse basse cela conduirait à une quarantaine de malades qui nécessiteraient des soins lourds. Mais ce n'est qu'une hypothèse basse !

Dès lors, se pose avec une acuité particulière la problématique du nombre de lits d'hospitalisation disponibles, et plus particulièrement du nombre de lits de réanimation, sachant que dans le même temps la Guyane fait face aux grippez A et B ainsi qu'au démarrage d'une épidémie de dengue

De même, nous ne saurions prendre à la légère la problématique de l'effectif de personnels soignants spécialisés en réanimation, mobilisables sur le territoire et pouvant être mis à contribution dans un contexte extrêmement tendu.

Comme vous le voyez Madame la directrice générale, un nombre considérable de

questions se posent pour les professionnels, autant que pour les élus. Questions qui restent sans réponses en dépit de la proposition que je vous faisais dans mon dernier courrier d'associer les élus à vos réunions stratégiques pour éviter de systématiquement les mettre au pied du mur.

En effet, il est plus qu'urgent et nécessaire de constituer rapidement un comité technique rassemblant l'ARS, les autres services de l'Etat, des représentants du monde socio-professionnel de la santé, ainsi que les principaux élus de la Guyane, afin que la citoyenneté et la transparence puissent trouver tous leurs sens dans cette lutte contre le COVID-19.

Selon toute vraisemblance, la Guyane se dirige vers un cataclysme sanitaire compte tenu du sous-dimensionnement de son système hospitalier et médical. S'il n'est pas question de sombrer dans la panique, l'heure est donc à l'extrême prudence et à l'anticipation plutôt qu'à l'optimisme forcené.

C'est pourquoi je regrette l'occasion manquée de pédagogie et d'explication du projet de lutte contre le covid-19 qu'a été la conférence de presse organisée par l'ARS ce jeudi 26 mars.

Car ce qu'il en ressort, c'est que toutes les hypothèses se basent essentiellement et uniquement sur la régression de la propagation de la maladie en France hexagonale, afin de permettre aux patients de Guyane de bénéficier de la nouvelle disponibilité des lits et des personnels.

C'est un peu comme si l'on expliquait aux habitants de Marseille que leur prise en charge et leur survie dépendraient du succès des stratégies déployées en île de France. En cela, vous faites donc dépendre notre survie des aléas de l'épidémie en France hexagonale. Et que se passerait-il en Guyane si l'épidémie y survenait à grande échelle avant la décrue en France hexagonale ?

Par ailleurs :

- **Nous ne savons toujours pas exactement quel est le nombre de lits** qui seraient disponibles, tant ont été confuses les échanges entre vous et le directeur du CHC-CHK. L'ARS Guyane a-t-elle passé commande et de combien ?
- **Nous n'avons toujours pas de calendrier** de mise à disposition des masques, des blouses, des gants, et de tout autre matériel susceptible de rassurer nos personnels soignants, ambulanciers, pompiers, aidants familiaux et, de manière générale celles et ceux qui sont en potentiel contact avec le virus.
- **Nous ne savons pas si notre territoire sera approvisionné en hydroxychloroquine**, suite au décret n° 2020-314 du 25 mars 2020

complétant le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19.


- **Pas une seule allusion non plus aux 40 000 masques chirurgicaux volés** au CSG, et qui étaient censés être mis au service de nos soignants.
- **Pas un seul mot sur la possibilité de solliciter la venue de médecins cubains** en tant que de besoin, alors que tous les pays de la planète font appel à leurs compétences.
- **Pas une seule attention à l'égard de celles et ceux qui souffrent de maladies auto-immunes** et qui sont déjà lourdement pénalisés par cette crise.
- **Pas un mot sur la prise en charge médicale des sans-abris et des migrants** installés sur la place des amandiers à Cayenne.

De surcroît, je suis extrêmement dubitatif quant à votre appréciation du rôle que pourrait jouer le navire de guerre DIXMUDE qui sera prochainement basé au large des îles antillaises, et dont vous prétendez qu'il ne transportera ni matériel médical ni médecins, « car ce n'est pas un hôpital de campagne » pour reprendre vos propres termes. Pourtant, nous savons que ce navire dispose d'un hôpital embarqué, doté de 2 salles d'opérations et de 69 lits.

Sur ce dernier point votre analyse contredit la déclaration du président de la République et jette le trouble dans l'opinion.

De façon lapidaire je résumerais notre situation en disant: La France est en guerre et la Guyane fait du bricolage!

Madame la Directrice Générale, les citoyens de Guyane rappellent que leur santé est un bien précieux qui exige les meilleures attentions. Je compte donc sur votre compréhension et vous prie d'agréer l'expression de mes respectueuses salutations.



Gabriel SERVILLE